



Monsieur Michel DAERDEN
Ministre des Transports
rue de la Loi, 65

1040 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.020/II/PF
CV/SH

Objet: S.N.C.B. - non respect de la législation linguistique
sur la ligne Eurostar.

Monsieur le Ministre,

En séances des 20 février et 11 décembre 1997, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte concernant l'emploi des langues à bord du TGV (Eurostar) sur la ligne Bruxelles-Londres: lors de plusieurs voyages effectués au cours de l'année 1995, le plaignant a rapporté que tout au long de chaque trajet les annonces étaient faites en premier lieu systématiquement en néerlandais sur le territoire bruxellois et sur le territoire wallon, et que la quasi totalité des chefs de bord sur cette ligne étaient néerlandophones, dont certains s'exprimaient difficilement en français.

* * *

Aux renseignements demandés par lettres du 27 février et du 4 mars 1997, concernant les faits dénoncés, vous avez fait savoir ce qui suit:

- «Eurostar est un service assuré par les chemins de fer britanniques, français et belges. Afin d'offrir un service de qualité optimum à la clientèle dans le train Eurostar, les annonces sont effectuées en quatre langues par les chefs de bord, à savoir le français, le néerlandais, l'allemand et l'anglais.

Sur le territoire belge, l'ordre de préséance est déterminé par la loi. Cela signifie que dans une région unilingue, la langue de la région sera d'abord utilisée, suivie de la deuxième langue nationale. L'allemand et l'anglais viendront ensuite. En région bilingue, le chef de bord utilise en priorité la langue du rôle linguistique auquel il appartient.»

- «Sur 26 annonces signalées, trois seulement n'ont pas respecté la règle des priorités: deux ont utilisé la langue néerlandaise en premier lieu sur le sol wallon et une troisième fut diffusée uniquement en néerlandais. Ces trois erreurs incombent au personnel de la firme privée C.C.C.C. Par contre, il apparaît clairement que les agents des trois réseaux concernés respectent les directives imposées par les lois linguistiques en matière administrative. Ces règles font fréquemment l'objet d'un rappel auprès du personnel concerné en insistant sur le fait qu'il s'agit en l'occurrence d'une exigence légale.»
- en ce qui concerne les chefs de bord belges desservant les trains Eurostar, ils «sont recrutés en fonction du profil souhaité, et la réussite des épreuves imposées pour assurer cette fonction fut plus importante pour les candidats néerlandophones.» (23 N - 11 F)

*
* *

L'accord conclu entre les trois sociétés de chemins de fer prévoit que les agents des trois réseaux doivent respecter l'emploi des langues dans les pays concernés, conformément aux directives en vigueur.

Trois annonces sur vingt-six signalées n'ont pas été faites de la façon prescrite par les L.L.C.

La plainte est dès lors recevable et partiellement fondée.

Ces erreurs ayant été commises par des agents de l'équipe anglaise, un rappel devrait être adressé aux sociétés de chemins de fer étrangères afin que les L.L.C. soient mieux respectées sur le territoire belge.

Le présent avis est notifié au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS